

*Questions orales*

Dans son exposé économique, il s'est engagé à aider les petites entreprises au moyen de la Loi sur les prêts aux petites entreprises. En vertu de cette loi, quelque 960 000 petites entreprises ont maintenant droit à des prêts. Or, au cours des deux dernières semaines, plusieurs petits entrepreneurs m'ont dit s'être présentés dans des institutions financières qui leur ont répondu qu'elles n'avaient jamais entendu parler de cette loi ou qu'elles n'avaient pas l'intention de coopérer.

• (1455)

Quand le ministre va-t-il enfin venir au secours des petites entreprises et promouvoir cette mesure législative?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, ce projet de loi a été présenté par le gouvernement. À ma connaissance, il est actuellement examiné par le Sénat.

Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier le député de sa collaboration, lui qui, tout comme moi et les députés d'en face, était très favorable à cette mesure législative.

J'ai discuté avec un certain nombre d'institutions financières et de banques qui se disent elles aussi très favorables. J'ai aussi discuté avec des chambres de commerce et des organisations représentant des petites entreprises qui l'attendent avec impatience. Je pense que cette mesure constitue un pas en avant et qu'elle sera fort utile aux petites entreprises. Le député reconnaît, comme moi, que le secteur des petites entreprises est le principal moteur de l'activité économique et de la création d'emplois. Je crois que cette mesure lui sera très utile.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, j'aurais une question supplémentaire à poser au ministre. J'ai fait partie du comité; j'ai travaillé en collaboration avec le gouvernement. Nous avons travaillé ensemble et fait franchir toutes les étapes à ce projet de loi en un temps record. Les banques étaient présentes et se sont engagées à l'appuyer. Le ministre responsable des Petites entreprises s'est lui aussi engagé à l'appuyer. Pourtant, rien n'arrive.

**M. le Président:** Le député sait sûrement comment poser sa question par l'entremise du Président, et je suis certain qu'il va le faire.

**M. Mills:** Je voudrais, par votre entremise, monsieur le Président, demander au ministre des Finances quand il va respecter l'engagement qu'il a pris et commencer à venir

en aide aux petites entreprises de notre pays qui représentent notre meilleur espoir pour la création d'emplois, quand il va enfin promouvoir ce projet de loi dans tout le Canada et intervenir auprès des banques afin qu'elles commencent à tenir leurs promesses.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'apprécie, en général, l'enthousiasme du député. Nous avons déjà eu des discussions avec les banques.

Cette mesure législative n'a pas encore reçu la sanction royale. Dès que ce sera fait, nous lancerons le genre de campagne dont parle le député.

\* \* \*

**L'IMMIGRATION**

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Immigration.

Hier, le ministère annonçait la fermeture de huit bureaux locaux au Canada et la fermeture virtuelle de 28 autres, simplement dans le but de centraliser les services à Végreville, en Alberta.

Comment le gouvernement peut-il, de façon aussi cavalière, laisser des milliers de Canadiens sans services d'immigration, simplement pour améliorer les chances de réélection du ministre des Finances?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Le député parle du député de Végreville. Qu'il sache que le ministre est régulièrement réélu depuis 25 ans. Le connaissant, je suis sûr qu'il pourrait l'être pendant 25 autres années.

Le député laisse entendre que des Canadiens pourraient être privés de services et je voudrais corriger cela, car il n'en est rien.

Le public canadien recevra au contraire un meilleur service, car grâce à ce centre de traitement, au lieu de faire la queue pendant des heures, les clients pourront utiliser la poste. Le système a été éprouvé et il s'est révélé très efficace, la population sera donc mieux servie. Plus important encore, les contribuables économiseront de l'argent et je sais que cela laisse les libéraux indifférents.

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, cette proposition de remplacer les entrevues en personne par un examen de dossier centralisé à Végreville, en Alberta, exigera plus de temps,